

Présentation du dossier

S'engager sur Internet

Mobilisations et pratiques politiques



Clément Mabi

UTC Compiègne, Laboratoire COSTECH

Anaïs Theviot

Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux

Le développement des outils numériques et plus particulièrement d'Internet s'accompagne de nombreuses promesses en termes de renouvellement des pratiques de communication dans le domaine politique. Les dispositifs et les appellations se multiplient à une vitesse telle qu'un travail de définition, de mise à distance critique et de déconstruction des discours qui les accompagnent est devenu une tâche ardue. C'est pourtant l'ambition de ce troisième dossier de Politiques de communication. En effet, il semble désormais essentiel de produire des recherches capables de mettre ces discours à l'épreuve du terrain et de dissiper quelques préjugés tenaces, contribuant ainsi à la structuration du champ de recherche sur la politique en ligne.

La focale retenue se résume dans la thématique de l'engagement politique. De nombreux travaux ont déjà balisé le domaine des études consacrées à l'engagement politique (Fillieule, Mayer, 2001 ; Bargel, 2008 ; Sawicki, Siméant, 2009), et nous proposons de prolonger ces réflexions en interrogeant ce que la médiation numérique fait aux logiques de mobilisation. Y a-t-il réellement émergence de nouvelles formes de militantisme, apparition de nouveaux publics politiques ? Dans quelle mesure les dispositifs numériques

structurent-ils les pratiques? Que veut dire s'engager en politique via des outils numériques? Enregistre-t-on de nouvelles formes d'engagements ou seulement des transformations des pratiques existantes?

Pour tenter de répondre à ces questions, les travaux présentés dans le cadre du dossier ne se concentrent pas, comme trop souvent, sur les dispositifs et la problématique de leurs « effets » sur la politique en se contentant de simplement regarder « ce que change le Web » aux pratiques politiques. L'objectif est de déplacer le regard vers les acteurs et les organisations à travers l'analyse de leurs usages du numérique. Il s'agit ainsi de tenter de s'émanciper de l'opposition entre « permanence » (rien ne change) et « rupture » (tout a changé) des pratiques numériques dans le champ politique.

De façon récurrente, chaque nouvelle technologie de communication fait l'objet de présupposés sur son aptitude à mobiliser davantage les citoyens et à moderniser les institutions: « La radio, la télévision, la vidéo communautaire, les radios libres et les formes balbutiantes de l'Internet (BBS, listservs, Usenet) ont toutes suscité des espoirs d'une appropriation citoyenne intense permettant l'avènement d'une démocratie forte. » (Monnoyer-Smith, 2011, p. 157). Ainsi, les travaux initiaux sur l'Internet politique ont eu tendance à se focaliser sur « l'impact » que pouvaient avoir les technologies sur la démocratie, justifié par le fait que « le rôle d'Internet comme instrument de veille, de diffusion et de mobilisation (circulation de l'information, accroissement des pratiques pétitionnaires) est, en effet, de plus en plus central dans le fonctionnement démocratique » (Haegel, 2009, p. 52). Les notions de « démocratie électronique » (Chambat, 2003; Vedel, 2003), de « cyberdémocratie » (Poupa, 1998) et d'« hyperdémocratie » (Flichy, 2001) se sont développées pour travailler le couple démocratie-Internet. Les TIC tendaient à apparaître comme une solution à la « crise de la représentation ». Le Web grâce à son architecture orientée vers l'interaction et l'exposition de soi (Cardon, 2010) aurait créé les conditions favorables pour le dialogue et le partage d'informations. Pour les plus optimistes, sa structure réticulaire permettrait de faire tomber certaines barrières qui traditionnellement freinent l'engagement politique (spatiales et temporelles par exemple), permettant à un public élargi de s'exprimer et de s'engager en politique (Castells, 2002). L'accumulation d'analyses empiriques produites dès le début des années 1990 aux États-Unis et au milieu des années 2000 en France a permis de contrebalancer cette utopie et a largement contribué à déconstruire les

imaginaires d'Internet. L'ouvrage de M. Margolis et D. Resnick (2000), au titre significatif, *Politics as usual. The Cyberspace Revolution* a offert, en l'an 2000, une visibilité internationale à cette vision critique. Le clan des « cyber-pessimistes » est alors définitivement formé et gagne en visibilité avec la publication des travaux d'E. Morozov (2011) : *The Net Desillusion*. Pourtant peu fondé empiriquement, sa thèse du « *slacktivism* »¹ a suscité de nombreux débats. Pour cet auteur, les pratiques politiques en ligne n'auraient aucune influence sur les décisions politiques et permettraient seulement de laisser penser aux internautes-militants qu'ils contribuent au jeu politique. D'autres travaux ont souligné le risque de faire en ligne de la politique « *as usual* » (Wright, 2010), comme d'habitude, et de voir perdurer les mêmes inégalités de ressources entre acteurs, participant ainsi au maintien des positions des groupes dominants. Des études ont par exemple démontré que les participants qui investissent les dispositifs numériques sont ceux qui disposent d'un capital militant hors ligne important (Norris, 2003). L'exposition à l'information sur Internet serait même la source d'une polarisation des opinions (Sunstein, 2001) qui renforcerait la « balkanisation » de l'espace public.

Cette dichotomie, clivant la recherche académique entre utopie et critique, est présente dans la thématique la plus travaillée en Web politique : la participation politique et par extension, l'engagement politique. Elle perdure encore dans des travaux récents. La controverse scientifique internationale porte toujours largement sur les potentiels effets de « nouveautés » introduits par l'usage du numérique en politique. L'enjeu est désormais d'aller plus loin et de regarder ce que le numérique fait réellement à l'engagement politique.

Des thèses opposées structurant la littérature sur le Web politique

La multiplication des dispositifs participatifs mobilisant des outils numériques a rapidement attisé l'intérêt des chercheurs, produisant une importante littérature traitant des rapports entre Web et politique, notamment sur le plan de la participation des citoyens. Trois thèses se dégagent de cette revue de la littérature.

1. On pourrait traduire cette formule par « militantisme mou » ou « activisme faible ».

La thèse de la normalisation

La thèse de la normalisation, développée dans l'ouvrage de M. Margolis et D. Resnick, défend l'idée que sont actifs en ligne, ceux qui l'étaient déjà hors ligne (Norris, 2003). Les tenants de cette thèse affirment que seuls les individus déjà intéressés par la politique vont être en capacité de se diriger vers ce type de contenu et ainsi démultiplier leurs sources d'information (Delli Carpini, Keeter, 2003). En France, l'enquête de 2009, réalisée par le CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po – anciennement Centre d'études de la vie politique française) et le CARISM (Centre d'Analyse et de Recherche Interdisciplinaire sur les Médias), confirme ces résultats au sens où les citoyens déjà politisés semblent mieux à même de se saisir du Web en tant que ressource d'information et espace d'expression de leur engagement². Pour les adhérents de partis politiques, on retrouve cette idée de normalisation au travers des enquêtes soulignant que les activistes en ligne sont en fait ceux qui sont déjà les plus actifs sur le terrain (Pedersen, Saglie, 2005).

La thèse de la mobilisation

La seconde thèse identifiée met en avant le rôle d'Internet pour mobiliser de nouveaux publics et ainsi favoriser l'inclusion des citoyens dans la vie politique. Elle établit qu'Internet permet d'attirer de nouveaux publics. Les tenants de cette thèse estiment que certaines caractéristiques d'Internet (comme son architecture ouverte et sa communication distribuée) sont susceptibles de favoriser les interactions entre gouvernants et gouvernés, au sens où les gouvernés peuvent prendre la parole en ligne et formuler des critiques ou des suggestions. Le caractère virtuel des propos tenus sur le Web apporterait une plus grande liberté dans les prises de positions des

-
2. Les résultats de cette enquête par sondage réalisée auprès d'un échantillon de 1 754 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus, sont disponibles en ligne : <http://www.cevipof.com/fr/mediapolis/rapport/> (consulté le 9 janvier 2014). Se référer également à l'article de Viviane Le Hay, Thierry Vedel et Flora Chanvrlil (« Usages des médias et politique : une écologie des pratiques informationnelles », *Réseaux*, 170, 6, 2011, p. 45-73) qui s'appuie sur l'enquête réalisée dans le cadre du projet ANR Médiapolis : « ils [ceux qui s'intéressent à la politique] utilisent plus fortement l'Internet (67 % s'y connectent au moins une fois par jour contre 57 % des peu ou pas intéressés par la politique) ».

internautes. Par exemple, sur la Toile, l'absence physique rendrait moins visible certains marqueurs sociaux (l'internaute n'est d'ailleurs pas obligé d'en faire état) et permet, selon W. Dutton, d'exprimer ses idées sans remettre en cause le « pacte de stabilité sociale » (Dutton, 1996) présent dans des relations amicales ou de voisinage. L'information politique serait aussi plus facilement accessible et plus diversifiée sur Internet ce qui permettrait, selon les partisans de cette thèse, d'amener des internautes à s'intéresser à la politique, voire de les pousser à participer à des discussions politiques en ligne (Mossberger, Tolbert et MacNeal, 2008).

La thèse de la différenciation

Enfin, la thèse de la différenciation avance l'idée que les usages participatifs en ligne varient en fonction de plusieurs facteurs tels que les caractéristiques socio-démographiques de l'utilisateur, les cadrages des dispositifs techniques, etc. Les travaux récents de J. Oser *et al.* montrent ainsi que le Web attirerait les jeunes, mais que ces derniers ne constituent pas pour autant de « nouveaux publics », dans le sens où ils possèdent un profil sociodémographique spécifique (Oser, Hooghe, Marien, 2013). En France, l'enquête réalisée en 2009 par le groupe de recherche Marsouin³ souligne que le niveau d'étude est un élément déterminant en termes de degré d'information : 69 % des personnes interrogées (échantillon représentatif de la population bretonne) ont déjà recherché de l'information sur des sites administratifs, avec un hiatus de trente-cinq points enregistrés entre les titulaires d'un diplôme universitaire et ceux n'en possédant pas⁴.

Vers de « nouvelles » formes de participation et d'engagement politique ?

Pour certains spécialistes, c'est le concept même de participation politique qui se trouve revisité à l'aune du numérique et des réseaux sociaux. Il serait amené à évoluer pour intégrer des dimensions dites « expressivistes »

3. M@rsouin est un réseau pluridisciplinaire regroupant les chercheurs en sciences humaines et sociales de onze laboratoires bretons. <http://www.marsouin.org/> (consulté le 9 janvier 2014).

4. Jocelyne Tremembert, « Point sur les usages d'Internet : Usage des réseaux sociaux et e-participation », 12 octobre 2010, <http://www.marsouin.org/spip.php?article385> (consulté le 9 janvier 2014).

(Monnoyer-Smith, 2011). En théorie, la maîtrise de compétences d'expression orale nécessaires à la participation serait compensée par d'autres modalités natives du numérique (le *like*⁵ ou le partage par exemple). Soucieux d'assurer leur légitimité par l'inclusion d'un public toujours plus large, les dispositifs traditionnels de participation du public en politique tentent de plus en plus d'intégrer dans leurs procédures ces outils et les nouvelles formes de participation qu'ils autorisent, amorçant ainsi une démarche « d'équipement de la démocratie dialogique » (Benvegnu, 2006).

D'autres réfutent cette ouverture et défendent l'idée que les réseaux sociaux constituent bien des espaces de discussion politique entre amis, mais qu'ils ne sauraient être considérés comme une forme de participation politique « authentique » du fait qu'elle ne touche qu'un entre-soi déjà positionné politiquement (Lehman Schlozman, Verba, Brady, 2010). Plusieurs chercheurs suggèrent d'ailleurs de différencier « communication » et « participation politique » car selon eux, la diffusion de messages politiques à ses amis sur Facebook relèverait de la communication et non de la participation (Hoffman, 2012). À l'inverse, commenter un article en ligne, « liker » un profil Facebook d'un parti politique, discuter des élections sur un forum est appréhendé dans certains travaux comme de la participation politique (Peretti, Micheletti, 2004) voire même une forme d'engagement politique.

Pour explorer ces « nouvelles » formes de participation politique, M. Cantijoch et R. Gibson (2013) invitent les chercheurs à reconsidérer « l'élasticité » du concept en testant l'hypothèse de l'imbrication de la participation politique « en ligne » et « hors ligne ». Pour suivre ces nouvelles pratiques, la recherche est dans l'obligation de renouveler ses cadres de pensées et ses méthodes d'analyses. Après des critiques principalement issues de la sociologie et de la science politique (Blondiaux et Cardon, 2010) les rapports complexes noués par Internet avec le fonctionnement de la démocratie ouvrent de nouveaux champs de recherche susceptibles de mobiliser diverses disciplines des SHS.

5. "Liker" se traduit par « aimer ». Action d'aimer un contenu ou une page. On retrouve le « like » sur Facebook de façon quasi-systématique pour mettre en avant un contenu et faire réagir ses « amis ».

Afin d'explorer ces nouveaux champs, deux grands axes de réflexion ont été ouverts pour composer ce dossier. Le premier invite à une réflexion sur la participation institutionnelle ainsi que sur les pratiques militantes et les espaces partisans sur Internet. Le second axe propose aux chercheurs d'explorer ce qui se passe en dehors des espaces traditionnellement liés aux institutions politiques, à travers l'analyse des formes d'engagement et de mobilisation des publics en ligne découlant des potentialités offertes par Internet.

Pratiques et espaces militants partisans sur Internet

Internet a timidement fait son entrée dans le domaine politique au début des années 1990 jusqu'à être considéré aujourd'hui comme un outil indispensable en communication politique, « un obligatoire de campagne » (Lefebvre, Ethuin, 2002, p. 155-177). Le succès de *mybarackobama.com*, outre-Atlantique, a encore renforcé l'intérêt des hommes politiques européens pour la Toile. La plupart ont désormais leur blog (Greffet, 2007), leur page sur Facebook (Small, 2008), leur compte Twitter (Small, 2010) afin de rester visibles y compris hors des périodes électorales (Blanchard, 2007). Mais, il n'y a pas que les figures politiques (élus, cadres du parti) qui sont incitées par l'institution partisane à utiliser Internet. Des espaces virtuels destinés spécifiquement aux militants voient le jour tels que les réseaux sociaux partisans (*Coopol*, *Créateurs de possibles*, etc.). Pourquoi ces réseaux ont-ils émergé ces dernières années ? Quelle est leur valeur ajoutée pour l'activité militante ? L'opposition « en ligne » / « hors-ligne » est-elle vraiment pertinente pour saisir les enjeux de leur déploiement ? Les militants s'emparent-ils de ces outils numériques mis à disposition par l'institution partisane ? Sont-ils intégrés à des stratégies politiques plus large et si oui lesquelles ? Ces réseaux induisent-ils de « nouvelles » formes de militantisme ?

Un objet d'étude encore peu exploré en France

Mettre la focale sur l'activisme partisan en ligne permet de combler un retard conséquent de la littérature académique française dans ce domaine. Non seulement les études sont peu nombreuses en France, mais les perspectives d'analyse sont assez restreintes, contrairement aux travaux

anglophones⁶. Les premières études qui s'intéressent aux dynamiques organisationnelles ont mis l'accent sur les mouvements non institutionnalisés : la nature d'Internet (espace d'interactions horizontales et non verticales) semble alors peu adaptée à des structures hiérarchisées et organisées (Granjon, 2001), telles que les partis politiques. On peut par exemple citer les travaux de F. Trautmann (2001) sur le cas d'Attac qui souligne une meilleure communication des membres avec leurs dirigeants *via* le recours au numérique ou ceux d'O. Roy (2000) sur les sites Web traitant de la religion islamique et animés par des musulmans pratiquants. Le faible nombre de travaux académiques sur l'usage du Web par les partis politiques français dans les années 1990 – malgré l'intérêt médiatique – peut être appréhendé dans un premier temps par une introduction numérique plus tardive que dans les pays anglo-saxons⁷. Toutefois, dès le début des années 2000, le Web commence à faire partie des préoccupations des partis politiques français. On note alors quelques publications éparses sur l'usage du Web par les partis politiques, mais celles-ci passent quasiment inaperçues⁸.

La campagne pour l'élection présidentielle française de 2007 marque un tournant dans la littérature puisque plusieurs publications vont prendre comme axe central d'analyse l'usage du Web par les partis politiques lors de cette campagne. Il faut dire que sur le terrain, les initiatives des candidats en matière numérique se multiplient et ne peuvent plus être ignorées par les politistes, notamment avec la création de la plateforme *Désirs d'avenir*. Son ambition s'inscrit dans les thématiques des travaux sur la Web politique dans

6. Dans leur revue de la littérature - essentiellement anglophone -, R. Gibson et S. Ward distinguent trois grands domaines d'analyse : l'arène interne du parti, l'arène inter-partis et l'arène systémique. Le premier axe porte sur la nature des interactions en ligne (ou non) entre le parti et ses membres. Le deuxième domaine s'intéresse aux effets des campagnes en ligne sur la compétition politique. Enfin, les travaux se focalisant sur l'arène systémique étudient la manière dont l'adaptation des partis au numérique affecte leur positionnement dans la sphère démocratique et reconfigure l'organisation des partis politiques. Ainsi, le périmètre d'analyse des travaux portant sur l'usage du Web par les partis politiques, à l'étranger, se veut assez large. En France, cette thématique a mis du temps à s'insérer dans les travaux des politistes. Rachel K. Gibson et Stephen J. Ward, "Parties in the Digital Age...", art. cité, p. 87.

7. Le Front National (FN) a été le premier parti à lancer son site Internet officiel en 1995.

8. L'intérêt académique pour cet objet de recherche se fait néanmoins jour avec la création par F. Freby d'un « Observatoire de la Net-campagne » en 2002 (Université d'Arras).

«l'air du temps»⁹, c'est-à-dire la démocratie participative et les discussions politiques en ligne (*cf. supra*). Ainsi, la majorité des enquêtes portant sur l'usage du Web pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 2007 – telles que celles de M. Stein (2007), N. Desquinabo (2008), F. Bousquet (2011) – met l'accent sur l'analyse des débats en ligne menés sur le site participatif de la candidate S. Royal¹⁰. Le volet Web semble être devenu un chapitre incontournable dans les ouvrages collectifs qui étudient l'élection présidentielle de 2007 (Vedel, Cann, 2009 ; Bousquet, 2009). Mais celui-ci est toujours centré sur l'analyse des outils – que ce soit les blogs, les vidéoblogs, les forums, les sites Internet – et des interactions qui y ont lieu et ne prennent pas en compte les intentions, stratégies – conscientes ou inconscientes – des acteurs qui les ont mis en place.

La publication récente de travaux portant sur l'usage du Web par les partis politiques atteste de l'intérêt porté désormais à cet objet de recherche¹¹. Ces derniers restent toutefois encore peu nombreux en France et tentent d'engager un mouvement collectif en s'associant par exemple à la création de revues spécialisées dans ce domaine d'étude, telles que *Tic&Société*¹²

9. Nous empruntons cette expression à A. Mazeaud qui constate que «la thématique participative est dans "l'air du temps" tant dans le monde politico-administratif que tant dans le monde académique» (Alice Mazeaud, *La fabrique de l'alternance. La «démocratie participative» dans la recomposition du territoire régional (Poitou-Charentes 2004-2010)*, Thèse pour le doctorat en science politique, sous la direction de Brigitte Gaïti, Université de La Rochelle, 2010, p. 10).
10. L'analyse repose de nouveau uniquement sur l'analyse des traces numériques laissées par les internautes et celle de l'objet technique.
11. Le programme du cinquième congrès du réseau des associations francophones de science politique de 2013, au vu du nombre important de panels se reportant aux TIC, illustre bien cet engouement pour le numérique lorsqu'il s'agit de travailler sur les transformations politiques en cours : Bernard Fournier et Vincent Tournier, «L'engagement politique des nouvelles générations à l'heure des réseaux sociaux» ; Patrice Bigombe et Augustin Loada, «"Révolutions arabes" et (re)configuration des régimes politiques en Afrique» ; Sidi Hida Bouchra et Guebsi Moncif «Le sursaut arabe ? Transitions au prisme des changements dans les pays du Maghreb» ; Clément Franz et Michel Lallement, «Systèmes d'Aide au Vote (SAV) et études électorales. Une intégration inéluctable ?» ; Clément Mabi et Anaïs Theviot, «S'engager sur Internet. Trajectoires de mobilisations et pratiques politiques à l'aune du numérique».
12. La revue est consacrée à l'analyse des rapports entre les TIC et la société. <http://ticetsociete.revues.org> (consulté le 14 janvier 2014).

créée en 2007¹³, *RESET*¹⁴ et *Interfaces numériques*¹⁵ mises en place en 2012. La création du réseau *Démocratie Électronique* (DEL)¹⁶, s'inscrit dans ce mouvement. Il vise à rendre visible les recherches francophones à l'étranger et à les inscrire dans un réseau thématique de recherche transnationale. Enfin, récemment plusieurs revues ont consacré un dossier à l'engagement politique en ligne¹⁷.

Une analyse sociologique et organisationnelle négligée

Jusqu'à présent, le poids de l'organisation partisane et la dimension sociologique ont été négligés dans la plupart des travaux sur l'usage du Web par les partis politiques. Les travaux des années 2000 proposent systématiquement des analyses des dispositifs numériques. Les acteurs, que ce soit les créateurs de ces plateformes, leurs gestionnaires ou leurs usagers, sont laissés de côté. Le Web est alors perçu comme un objet d'étude en soi. On aurait pu expliquer ce biais méthodologique, à cette période, par la « nouveauté » de cet objet de recherche, mais des travaux récents (Marcheva, 2013) abordent encore le Web politique à travers la focale unique de l'étude des dispositifs numériques (que ce soit *via* une analyse de contenu, textuelle ou de *design*), négligeant l'analyse des processus qui conduisent à leur mise en place.

13. Cette revue en ligne regroupe quelques politistes dans son comité scientifique tel que Thierry Vedel.
14. « La revue RESET. REcherches en Sciences sociales sur InternET est une revue scientifique semestrielle. Son objectif est de publier des études dans lesquelles Internet est apparu comme un terrain d'enquête utile et nécessaire à la compréhension de certains phénomènes sociaux. La revue cherche ainsi à combler un vide dans le paysage éditorial francophone. » Texte présent sur le site Internet de la revue RESET, <http://www.journal-reset.org/index.php/RESET> (consulté le 14 janvier 2014). Le comité de rédaction est composé essentiellement de sociologues des médias.
15. *Interfaces numériques* est une revue scientifique internationale spécialisée dans le *design* numérique. <http://rin.revuesonline.com/accueil.jsp> (consulté le 14 janvier 2014). Elle se veut une revue permettant le dialogue entre chercheurs et professionnels du design numérique et dont le comité de lecture est majoritairement issu des SIC.
16. Le réseau DEL œuvre à la valorisation de recherches qui interrogent les liens entre les processus démocratiques et les technologies numériques. SIC, science politique et sociologie constituent les disciplines principalement représentées au sein de DEL. <http://www.reseaudel.fr/> (consulté le 14 janvier 2014).
17. Geoffrey Pleyers (coord.), Dossier « Militantisme en réseaux », *Réseaux*, 2013.

En effet, entrer dans la question par les interfaces ne permet pas une analyse sociologique des questionnaires de ces outils (à travers par exemple leur profil sociodémographique et leurs carrières politiques) dont les propriétés influent sur leur manière de concevoir les dispositifs. Cette approche méthodologique va ainsi de pair avec l'omission des luttes de pouvoir et des représentations qui entourent le dispositif (avant et pendant sa conception). Elle laisse aussi de côté les codes et les règles qui président à la gestion de l'outil et qui sont eux-mêmes inscrits dans des cultures partisans, des visions du Web et des objectifs distincts. Enfin, elle néglige les trajectoires des usagers qui les amènent à appréhender et à s'approprier différemment ces interfaces. En somme, se focaliser sur l'objet technique fait prendre le risque au chercheur de surestimer la technique et de renouer avec les imaginaires très positifs du Web, tout en ignorant les effets latents que l'introduction du numérique peut avoir sur l'organisation. Cet axe d'étude focalisé sur les outils et les « observables » (Barats, 2013) en ligne a participé à une dévalorisation en science politique des travaux portant sur l'usage du Web en période de campagne électorale. Pour sortir de cette ornière, l'article de Marie Neihouser s'inscrit dans une perspective critique et propose une sociologie des blogs politiques français afin d'étudier empiriquement si les blogs, en tant que support numérique, permettent véritablement d'élargir les modes de prise de parole publique politique des citoyens. Plutôt que d'ouvrir l'espace public, ne renforcent-ils pas, à l'inverse, la mainmise des acteurs du champ politique sur le débat public ? Par cette approche sociologique, l'article cherche à dépasser l'analyse de l'objet technique pour inscrire le développement des blogs dans un ensemble de trajectoires politiques d'acteurs et d'usages stratégiques des technologies.

La focalisation sur le dispositif et le manque d'historicité des travaux sur l'usage du Web en politique ont laissé intactes certaines énigmes concernant les mutations organisationnelles et le renouvellement du militantisme partisan que cet axe de notre numéro se propose d'explorer. Dans leur article, Valérie Jeanne Perrier et Sandrine Roginsky abordent la question des usages des réseaux sociaux et plus particulièrement de Twitter dans la communication des députés européens à travers l'analyse de deux dispositifs particuliers « Tweet ton député » et les « Ateliers du député 2.0 » pour interroger leur capacité à renouveler les modes de communications entre les députés européens et leurs administrés. Leur contribution insiste sur la tentation

du personnel politique de verrouiller ces nouveaux espaces, au détriment de l'implication des citoyens, rappelant ainsi la fragilité des innovations et le risque d'être absorbé par la politique traditionnelle.

L'intérêt porté aux acteurs dans les articles présentés permet d'interroger la professionnalisation des campagnes électorales, ainsi que les luttes de légitimité mises au jour par l'introduction d'Internet au sein des formations politiques. Dans cette optique, l'article de Fabienne Greffet, Stéphanie Wojcik et Gersende Blanchard analyse la diversité de la participation politique en ligne dans le cadre de la campagne présidentielle française de 2012. À partir d'une typologie des formes de participation, les auteures interrogent le lien entre pratiques et profil sociodémographique en intégrant une comparaison entre les dimensions en ligne et hors ligne des formes d'engagement. Ce travail empiriquement étayé permet d'approfondir la thèse de la différenciation et d'interroger la diversité et l'intensité des pratiques tout en rappelant l'importance d'ancrer ce qui se passe en ligne dans un contexte sociologique plus large.

Les logiques de mobilisation des publics en ligne

Les possibilités offertes aux citoyens pour s'investir en ligne sont de plus en plus nombreuses. Mais la caractérisation de ces formes d'engagement est encore largement à réaliser afin d'identifier les opportunités offertes aux acteurs en termes d'actions collectives et de participation politique. L'un des objectifs des articles réunis dans ce dossier est de réussir à les identifier et à les discuter de manière critique, sans tomber dans une approche trop descriptive qui se contente de présenter les phénomènes et la place que le Web y tient, ni dans une posture surplombante, largement reprochée à certains courants des SHS, qui chercheraient à évaluer ces phénomènes en mobilisant des grilles de lecture préétablies.

Pour l'heure une importante littérature, plus ou moins scientifique, fait l'éloge des foules intelligentes, des multitudes susceptibles de révolutionner le monde social. Toutes considèrent la technique et Internet comme un « donné », comme un élément constitutif des pratiques. L'un des objectifs de ce dossier est donc les mettre à distance et de considérer les pratiques sociales et politiques autour des objets techniques comme un observable, préalable indispensable au travail scientifique. Globalement, on peut noter

que les études sur les pratiques d'engagement en environnement numérique, hors des institutions, ont elles aussi besoin d'apporter une épaisseur sociologique à la compréhension de ces phénomènes afin de mieux caractériser qui sont les acteurs des mobilisations et les publics qui les suivent. Cette préoccupation permettra de faire émerger de nouveaux objets de recherche, de repenser les méthodes pour aller les étudier.

Le rôle clé des dispositifs de médiation

Dans les analyses des pratiques en ligne, le dispositif de médiation joue un rôle clé dans la mesure où c'est à travers lui que se déploient les pratiques, il contribue à donner du sens aux contenus et à les faire circuler. En ligne, la technique constitue l'environnement et le contexte de l'action, elle lui donne du sens. Ainsi, « *liker* » une page n'aura nécessairement pas le même sens, s'il est pratiqué sur la page Facebook d'un artiste à la mode ou pour valider une proposition sur un site de débat politique en ligne. Des travaux récents ont montré que les dispositifs renferment des principes normatifs qui contribuent à mobiliser un type de public correspondant aux attentes des concepteurs, « le bon citoyen », prêt à venir donner son avis (Coleman, 2005). L'environnement technique n'est pas neutre et sa configuration autorise certaines actions plutôt que d'autres. Leur conception doit être considérée comme un processus sociotechnique, résultat d'interactions entre des acteurs et des objets techniques. La nature des outils mobilisés, dans la mesure où ils contribueraient à structurer les dynamiques d'expression, peuvent-ils favoriser l'engagement de certains types de publics ? Peut-on faire un lien entre la nature du dispositif et les dynamiques d'engagements ? Le support numérique a des caractéristiques particulières qui lui permettent de produire des contenus, les dupliquer et les faire circuler à grande échelle. Sur le plan méthodologique c'est évidemment une entrée pour le chercheur qui peut capter ce que le dispositif nous montre et nous « fait dire » (Monnoyer-Smith, 2013) mais il doit également être considéré comme un espace d'actualisation, le support des interactions entre acteurs, afin de le considérer dans son contexte sociopolitique de conception et d'usage.

Un renouvellement dans la conception de l'espace public

Le concept habermassien d'espace public (1962/1988)- que l'on peut rapidement caractériser comme un lieu où les individus discutent de problèmes

publics en faisant usage de leur raison afin de faire émerger des principes axiologiques susceptibles d'universalisation a suscité une très abondante littérature au sein de la communauté scientifique, notamment critique (Mansbridge, 1999 ; Dahlberg, 2001 ; Negt, 1972/2007 ; Miège, 2010), qui a progressivement conduit les chercheurs à en relativiser les effets ou à en limiter la pertinence. Pour ces auteurs en effet, l'espace public n'est plus unifié – l'a-t-il jamais été ? –, mais il se diversifie, se différencie et se fragmente (Bastien et Neveu, 1999). Radio, télévision, presse puis Internet favorisent en effet la naissance d'une « mosaïque » d'espaces thématiques et de mini-publics qui peinent d'autant plus à se rencontrer que, selon Sunstein (2002), l'Internet favorise davantage la polarisation des audiences que leur délibération. L'approche procédurale de l'espace public qui soumet l'émergence de principes axiologiques à des exigences normatives liées à leurs conditions d'énonciation semble ainsi se heurter à la réalité phénoménale de l'apparition d'espaces hétérogènes de discussion non soumis aux mêmes contraintes.

D. Cefaï (2007) a montré comment la sociologie des problèmes publics a repris et complexifié le modèle de constitution des collectifs de J. Dewey (1923), pour insister sur la diversité des arènes de discussions et les formes de publicisation des problèmes publics par leur circulation entre elles. Cette nouvelle lecture a l'avantage de donner une forme d'épaisseur culturelle à des phénomènes jusque-là trop aplatis par une vision concentrée sur les jeux des stratégies d'acteurs et les formes de domination. La sociologie des controverses, et particulièrement les travaux de F. Chateauraynaud (1999, 2011), complètent cette approche en insistant sur la pluralité des procédures et des logiques d'interactions entre ces arènes qui permettent l'émergence des problèmes publics. Le Web encourage les regroupements des publics au sein d'arènes, espace social où se déroulent les interactions en fonction d'affinités et d'opinions exprimées.

De nouveaux répertoires d'action ?

L'analyse des pratiques en ligne permet également de sortir du prisme individuel de l'engagement citoyen pour venir interroger la dimension collective des pratiques politiques en ligne, les dynamiques du « faire public » peuvent ainsi être questionnées : l'entrée dans la participation se fait-elle systématiquement par les intérêts particuliers ? Ne voit-on pas apparaître d'autres ressorts de l'engagement ? C'est la pluralité de l'expérience des

publics en démocratie qui est ainsi interrogée, créant des ponts avec l'étude des mouvements sociaux plus traditionnels (Neveu, 2011) afin de poser la problématique des effets sociaux du numérique dans une démarche d'articulation entre les espaces « en ligne » et « hors ligne ».

L'idée d'après laquelle le numérique produirait de nouveaux répertoires d'action doit être mise en débat. Le numérique et le Web social en particulier ont favorisé l'émergence d'un Web de conversation, propice à la « libération des subjectivités » (Cardon, 2010). Comment ce mouvement interroge-t-il les formes de l'action collective ? Le rôle des institutions dans l'organisation de ces formes d'action semble décliner tant l'engagement nécessite de moins en moins de structures (Flanagin, Stohl & Bimber, 2006). Les collectifs de militants se réorganisent (Akrich et Méadel, 2007), inventent de nouveaux modes de coordination de leurs actions afin de faire gagner leur cause en visibilité. Les actions individuelles s'agrègent autour d'un objectif partagé, encourageant la formation de « collectifs malgré eux » (Badouard, 2013) où l'interaction précède la production de commun. L'article de Franck Babeau s'inscrit dans cette approche : son étude qualitative permet de voir de manière fine comment les utilisateurs de la plateforme *You Tube* se sont approprié ce dispositif pour le détourner de son objectif premier et venir y parler politique. Pourtant, malgré le renouvellement de ces manifestations et les espoirs d'émancipation qu'elles suscitent, l'étude des formes de domination en jeu dans l'espace social garde toute sa pertinence. L'empowerment n'est pas un mécanisme automatique et les rapports de force présents avant l'Internet sont toujours largement présents. Si les groupes minoritaires trouvent en ligne des espaces d'expression inédits, leur permettant une production médiatique alternative, voire même de devenir leur propre média (Cardon et Granjon, 2010), qu'en est-il pour le grand public et les différents groupes profanes qui le composent ? La contribution d'Anne Bellon interroge quant à elle la mobilisation de la communauté informatique en faveur de la défense des libertés sur Internet à travers une approche ethnographique de l'association la Quadrature du Net qui insiste sur la professionnalisation des trajectoires militantes et vient questionner la « nouveauté » des répertoires d'action mobilisés par les acteurs pour s'engager et défendre leur cause.

Conclusion

Ce dossier porte donc un parti pris méthodologique : donner une *densité sociologique* au numérique. L'analyse des profils sociodémographiques, des *carrières* des web-stratèges et des stratégies des internautes mobilisés s'inscrit dans cette démarche. La fascination de la recherche française pour la technique a en effet conduit à privilégier l'étude des *dispositifs* en tant qu'interface, laissant de côté les *acteurs* qui les créent, les gèrent et les utilisent et les dynamiques à l'origine de ces dispositifs. Cette approche est pourtant fortement éclairante lorsque l'on interroge les changements supposés par le développement du Web, que ce soit au sein d'organisations institutionnalisées ou non. Les différentes entrées dans la participation institutionnelle présentées ici permettent d'illustrer la diversité des pratiques qu'elle recouvre tout en insistant sur l'importance de les sociologiser afin de faire ressortir leur fragilité. La politique traditionnelle est prompte à reprendre le contrôle des innovations pour les « normaliser ».

De son côté, l'action collective en ligne est susceptible de produire de nouvelles formes d'action et d'engagement mais doit pour cela réunir un certain nombre de conditions sociotechniques. En effet, les conditions de production de l'expression, la configuration des dispositifs, détermine largement la capacité d'action des internautes. Bien que des débordements et des détournements soient évidemment possibles, la nature ouverte du dispositif est un élément clé pour produire des formes d'engagement innovantes.

Bibliographie

- AKRICH M., MÉADEL C., « De l'interaction à l'engagement : les collectifs électroniques, nouveaux militants dans le champ de la santé », *Hermès*, 2007, n° 47.
- BADOUARD R., « Les mobilisations de clavier », *Réseaux*, 2013, n° 181.
- BARATS C. (dir.), *Manuel d'analyse du Web en sciences sociales*, Paris, A. Colin, 2013.
- BARGEL L., *Aux avant-postes. La socialisation au métier politique dans deux organisations de jeunesse de parti. Jeunes populaires (UMP) et Mouvement des jeunes socialistes (PS)*, Thèse de science politique, Université de Paris 1 – Panthéon Sorbonne, 2008.